



LIBYE

PRESENTATION

Le présent rapport fait partie d'une étude plus large en deux parties sur **la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne**.

Après une présentation des normes internationales relatives à la liberté de réunion, la première partie examine les cadres juridiques et leur conformité avec les normes internationales des droits de l'Homme dans 11 pays de la Méditerranée et l'Union européenne. La deuxième partie examine l'application des lois et l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation dans la pratique.

Afin d'évaluer la conformité des législations nationales avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté de réunion, des indicateurs objectifs ont été utilisés comme référence tout au long de cette étude. Une approche sensible au genre a été incorporée afin de déterminer si les femmes jouissent de la liberté de réunion dans la même mesure que les hommes, ou si elles sont confrontées à des restrictions spécifiques.

Cette étude a été menée en concertation avec les membres du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), qui regroupe 80 organisations et institutions de défense des droits de l'Homme basées dans 30 pays. Elle reflète donc la contribution active des membres du Groupe de Travail du REMDH sur la liberté d'association et de réunion, ainsi que d'autres organisations de la société civile et experts.

L'objectif de cet état des lieux régional est de fournir aux défenseurs des droits de l'Homme et organisations de la société civile, aux organisations internationales et aux institutions étatiques, une analyse qui leur permette de comparer les lois et politiques de leur pays à celles d'autres pays et d'évaluer leur conformité avec les conventions internationales, afin de plaider pour les réformes pertinentes et contribuer à améliorer la situation de la liberté de réunion dans les pays de la zone Euro-Méditerranéenne.

Les chapitres sont également disponibles séparément: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Sahara Occidental, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, et l'Union Européenne.

Introduction

Alors qu'à l'époque de Kadhafi, les actes publics de protestation étaient interdits et inexistant, les citoyens ont massivement eu recours aux rassemblements depuis 2011 pour s'exprimer publiquement. Cependant, l'exercice de ce droit se heurte aujourd'hui à de nombreuses incertitudes et une recrudescence de la violence depuis début 2014¹.

Les groupes armés qui se sont formés pendant le conflit ont vu leurs effectifs augmenter depuis la fin des hostilités en 2011, et exercent un pouvoir politique et militaire considérable. La plupart des milices ont formellement intégré le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense suite au décret promulgué par le Conseil national de transition (CNT) en septembre 2012, mais ils opèrent de fait de façon autonome. Les assassinats de représentants de l'État ou d'activistes des droits humains et les affrontements entre armée régulière et milices témoignent des difficultés majeures que rencontre le gouvernement pour asseoir son autorité sur l'ensemble du pays. La situation sécuritaire chaotique constitue donc un des principaux obstacles à l'exercice du droit de réunion.

À l'est du pays, les institutions sont encore plus faibles et des groupes armés plus forts. Cependant, les manifestations de protestation contre l'insécurité sont plus nombreuses. Par ailleurs, la chute de l'ancien régime a mis en lumière divers problèmes de caractère inter-communautaire, et la marginalisation de certaines régions par la capitale. Ainsi, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans la ville de Benghazi afin d'obtenir un statut d'autonomie pour la région. À cela viennent s'ajouter une augmentation considérable de la corruption et l'absence d'un cadre légal pour aborder efficacement les abus et les violations des droits de l'Homme.

Une grande partie des manifestations réclame le démantèlement des milices et le retour de l'ordre public. Depuis février 2014, plusieurs manifestations à l'encontre du Congrès général national (CGN) se sont succédées (Tripoli, 2 mars; Benghazi, Zawia, Tripoli en avril). Des collectifs de travailleurs manifestent également (en 2012, professeurs et employés des lignes aériennes ; depuis 2012, les employés du secteur pétrolier : Sidra, décembre 2012 ; Ras Lanouf, janvier 2013 ; Zueitina, décembre 2012 ; Benghazi, avril et novembre 2013).

Les manifestations sont le plus souvent organisées par des leaders locaux, des mouvements sociaux ou des partis politiques, très souvent via les réseaux sociaux. En d'autres occasions, les conseils locaux et les chefs de tribus eux-mêmes prennent la tête des protestations, comme pour les demandes d'autonomie de la région de Benghazi.

De nombreuses femmes ont participé à l'organisation des rassemblements du début de la révolution. Fin 2011, des manifestations pour l'augmentation du nombre de femmes au Parlement ont eu lieu et, pendant la campagne électorale de 2012, quelques-unes des 600 candidates ont pris part à des actes publics. Des organisations libyennes pour les droits des femmes ont organisé des réunions publiques à Tripoli pour débattre des droits des femmes et de leur participation au processus politique.

Enfin, depuis 2013, les manifestations de groupes berbères et touaregs pour faire valoir leurs droits en tant que minorités se multiplient, ainsi que les actions directes comme le boycott de l'assemblée constituante et le blocage des ports et des raffineries dans tout le pays (Tripoli, septembre 2011; Tripoli, janvier 2012; Sebha, février 2013; Tripoli, juillet 2013; Mellitah, octobre 2013; Sahara février 2014 ; etc.) Les toubous, une minorité ethnique du sud de la Libye, se sont également manifestés à plusieurs reprises pour obtenir du gouvernement la création de districts et de conseils locaux séparés pour la minorité toubou à Koufra (Al-Sarir, fin 2013).

1 En 2013, un rapport du Congrès Général National (CGN) estimait à 643 le nombre d'exécutions extrajudiciaires. DefenceWeb, 29 janvier 2014, http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=33392:643-libyans-killed-in-assassinations-extra-judicial-killings-in-2013&catid=49:National%20Security&Itemid=115.

1. Restrictions imposées au droit de réunion

Aucun cas d'interdiction préalable de manifestation n'a été recensé dans le cadre de cette étude. Les restrictions imposées au droit de réunion par les forces de sécurité et/ou des groupes tiers qui agissent comme garants de l'ordre public dépendent de l'objectif de la manifestation et de l'équilibre des forces et des intérêts à ce moment-là.

D'après les organisations de la société civile, les femmes sont confrontées à une augmentation du harcèlement et de l'intimidation par certains groupes extrémistes qui considèrent leur participation aux actes publics comme une violation des normes religieuses et culturelles.

2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

En pratique, le régime de notification préalable établi par la Loi 65 de 2012 est appliqué de façon plus ou moins lâche et, bien que la majorité des manifestations ne le respectent pas, elles sont tout de même tolérées par les autorités. Le processus de notification est théoriquement rapide et simple mais, dû à l'état chaotique des administrations publiques, les organisateurs tendent à ne pas avertir les autorités compétentes. Les autorités font généralement preuve de tolérance envers les manifestants pacifiques même lorsque qu'ils ne respectent pas la procédure ou contreviennent à certaines normes. Par exemple, les citoyens non-résidents qui, conformément à la Loi 65 de 2012, ne sont pas autorisés à manifester, ont pu participer librement à des manifestations dans des raffineries et des ports du pays (Ras Lanuf, janvier 2013). Les autorités ont toléré les manifestations critiques visant le processus de transition et le gouvernement (manifestations de février 2014 dans tout le pays), malgré l'article 195 du Code Pénal modifié en février 2014 qui interdit toute critique publique visant la Révolution ainsi que les insultes à l'encontre de l'État et du CGN.

Cependant, le manque de ressources des forces de sécurité rend leur rôle minime lors des manifestations publiques et dans la majorité des cas, elles se contentent d'observer le déroulement des événements sans intervenir. La composition de facto des forces de sécurité en Libye étant actuellement confuse, les brigades chargées du maintien de l'ordre public, nominalement affiliées au gouvernement, facilitent ou dispersent les manifestations selon leurs propres opinions et intérêts.

D'autre part certaines milices peuvent exercer un rôle de facilitation comme de perturbation et dispersion des rassemblements, en l'absence de réaction des forces de sécurité². Le 16 mars 2012, par exemple, une manifestation sur la place de la Liberté de Benghazi a été perturbée par un groupe armé et s'est soldée par un mort et plusieurs blessés. Finalement, ce sont les milices responsables de la sécurité dans la ville qui ont réussi à disperser les hommes armés. Lors d'attaques violentes de groupes armés contre les manifestants, l'inaction des forces de l'ordre a eu comme conséquence dans certains cas des dizaines de morts et des centaines de blessés. Plusieurs exemples sont parlants :

Le massacre de Gharghour

Le 15 novembre 2013, une manifestation pacifique organisée par le Conseil local à Tripoli pour demander à la police d'assurer l'ordre public et à une milice établie dans les alentours de Gharghour de quitter la ville, s'est terminée dans un bain de sang. La manifestation avait été notifiée à la Direction de sécurité compétente. Lorsque les milliers de manifestants se sont approchés de Gharghour, les milices ont ouvert le feu, tuant

² Le CGN a justifié l'inaction des forces de sécurité dans ce genre de cas par leur manque de capacité pour s'opposer à des groupes armés. Déclarations du Premier ministre Zeidan, 16 novembre 2013, <http://www.lana-news.ly/ara/news/view/35975/>

43 d'entre eux et blessant plus de 450 personnes dont des enfants. La police n'avait pris aucune mesure préventive pour assurer la sécurité et ne s'est pas non plus interposée pour protéger les manifestants³.

Les déplacés de Janzur

Le 6 février 2012, le camp de déplacés tawergha⁴ à Tripoli, Janzur, a été attaqué par des groupes armés qui ont causé la mort de 7 personnes. Le même jour, l'association Rahma a organisé une marche spontanée pour protester depuis Janzur vers la place des Martyrs, mais des personnes armées ont attaqué la marche et ont blessé 16 personnes.

« Après la révolution, nous avions l'espoir de pouvoir exercer librement nos droits de rassemblement et de manifestation. Nous avons organisé plusieurs manifestations pacifiques pour contester les conditions inhumaines dans lesquelles nous vivons, que ce soit au niveau de la santé, l'éducation, la citoyenneté, la sécurité, la justice, ainsi que les exactions continues que les personnes déplacées internes subissent toujours en Libye », déplore Ali Nouh, représentant de l'association Rahma qui œuvre pour la réparation des violations commises contre les déplacés internes.

Les autorités se sont montrées tout aussi incapables de garantir la sécurité des journalistes couvrant les manifestations. Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé à plusieurs reprises les menaces et les attaques contre des journalistes ainsi que des cas d'arrestations arbitraires par des milices, surtout à Tripoli et Benghazi mais pas uniquement⁵. En novembre 2013 à Gharbour à Tripoli, au moins un journaliste a été tué et plusieurs autres blessés au cours du déchaînement de violence des milices.

Après les événements de Gharghour, le gouvernement s'est efforcé de mieux protéger les manifestants. Ainsi, pendant les nombreuses manifestations du mois de février 2014, plus de policiers ont été déployés sur les lieux en coordination avec les conseils locaux. Cependant, de façon générale, la police et les milices qui ont intégré les forces de sécurité, n'ont reçu qu'une formation rudimentaire et n'ont pas de notion du maintien de l'ordre dans le respect des droits de l'Homme.

3. Recours à la force et à la détention

Les forces de sécurité, des groupes tiers et, parfois, des manifestants armés, font usage de la force. Le recours à la force dépend du message de la manifestation et des intérêts des responsables de la sécurité.

Face à l'incertitude et l'arbitraire, certains individus ont recours à l'auto-défense, et il arrive que certains manifestants soient eux-mêmes armés, avec le risque d'envenimer la situation face aux milices chargées plus ou moins officiellement de maintenir l'ordre.

3 Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT), 17 novembre 2013, <http://www.omct.org/statements/libya/2013/11/d22445/>

4 En raison du conflit de 2011, près de 60 000 personnes issues de divers groupes, Tawergha, Mashashiya, Gualish, Jaramla de Dirj, S'ian de Zigzaw, Toubou de Koufra et Touaregs de Ghadames, sont toujours déplacées internes. Les habitants de Tawergha composent le plus grand groupe, soit 30 000 personnes au total. Les groupes armés de Misrata les ont chassés par la force de la ville en août 2011, les assimilant aux forces pro-Kadhafi de Tawergha responsables de graves exactions. Le gouvernement s'est engagé en 2013 à élaborer un plan en vue de leur retour et à améliorer leurs conditions de vie dans l'intervalle, mais il n'existe pas de stratégie globale visant à permettre le retour dans leur foyer des communautés déplacées.

5 Reporters sans Frontières, communiqués 2014, <http://fr.rsff.org/libye.html>

Le cas du 'Samedi noir'

Le 8 juin 2013, des centaines de manifestants se sont réunis à Benghazi, devant le siège de la brigade Libya Shield 1, milice qui coopère avec le ministère de la Défense, pour protester contre les abus de la milice et demander à l'État de garantir l'ordre public. Malgré les différentes versions sur le déroulement des événements, il semble que la vague de violence s'est produite lorsque la milice s'est mise à tirer pour disperser la foule qui avait commencé à lancer des pierres. Un petit groupe de manifestants armés s'est défendu en ouvrant le feu et la milice a répondu avec une artillerie anti-aérienne. La manifestation a pris fin avec 32 morts. Les forces de sécurité libyennes ne sont pas intervenues.

Arrestations

Les forces de sécurité comme les milices ont arrêté arbitrairement des manifestants et les ont détenus brièvement. Des manifestants en possession d'armes à feu ont également été arrêtés même si, ultérieurement, aucune charge n'a été retenue contre eux. En août 2012, par exemple, les milices qui détruisaient des sanctuaires soufis à Tripoli et à Zliten ont détenu plusieurs protestataires qui manifestaient pacifiquement contre cet acte. Le 2 mars 2014, des groupes armés ont détenu des manifestants qui participaient à un sit-in en face du Parlement. La presse est également victime de ces arrestations arbitraires, comme en atteste le cas d'un journaliste américain arrêté par un homme armé en civil à Tripoli en mai 2013, alors qu'il couvrait une manifestation. Les personnes arrêtées lors de manifestations sont normalement libérées dans les heures qui suivent.

Les cas de détentions arbitraires et de torture prennent des proportions alarmantes en Libye⁶. Certains témoins ont affirmé que des personnes arbitrairement détenues par les milices pendant des manifestations ont ensuite été conduites aux centres de détention illégaux où elles ont été torturées.

4. Responsabilité des forces de l'ordre

Aucun rouage efficace n'existe pour assurer des enquêtes sur les abus commis par les forces de sécurité officielles comme par les milices. La confusion entre les milices et l'État est hautement préjudiciable puisque ces acteurs non étatiques commettent des violations des droits de l'Homme sous couvert de la légitimité étatique. Ce phénomène contribue dès lors à accroître la vulnérabilité des victimes, qui ne peuvent avoir recours à la police ou aux procureurs qui craignent eux-mêmes d'être victimes de représailles.

Bien qu'après les massacres de juin et novembre 2013 à Benghazi et à Tripoli, le CGN ait ordonné l'ouverture d'enquêtes pour faire la lumière sur les événements⁷, en pratique, les violations du droit à la liberté de réunion n'ont pas été jugées, contribuant à ancrer une culture d'impunité dans le pays.

5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

Même s'il existe un pouvoir judiciaire, en réalité il ne fonctionne pas correctement à cause de l'insécurité (plusieurs juges et procureurs ont été victimes d'assassinats sélectifs⁸), de la fragilité des institutions et de l'extension de la corruption.

Dans ces circonstances, les personnes détenues lors de manifestations ne sont pas systématiquement déférées devant un juge. Apparemment, seuls des cas de manifestants accusés d'être armés pendant des rassemblements ont été déférés.

6 En Libye, la torture est généralisée. Dans la plupart des cas, elle est pratiquée immédiatement après l'arrestation et au début de la détention lors des premiers jours d'interrogatoire afin d'obtenir des aveux et d'autres informations. Plusieurs détenus sont morts sous la garde des milices armées à de Tripoli et Misrata dans des circonstances qui suggèrent la torture.

7 Human Rights Watch, 17 novembre 2013, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=country&docid=528b440a4&skip=0&coi=LB&searchin=title&sort=date> (en anglais) ; Amnesty International, 21 novembre 2013, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=country&docid=528f14564&skip=0&coi=LB&searchin=title&sort=date> (en anglais) ; Human Rights Watch, 14 juin 2013, <http://www.hrw.org/news/2013/06/13/libya-no-impunity-black-saturday-benghazi-deaths>

8 Human Rights Watch, 8 août 2013, <http://www.hrw.org/news/2013/08/08/libya-wave-political-assassinations>

6. Initiatives de la société civile et bonnes pratiques

Après plus de 40 ans de répression, les initiatives d'occupation de l'espace public comme moyen pacifique d'expression et de participation se propagent aujourd'hui en Libye. La Libye connaît une croissance exponentielle du nombre d'organisations et de mouvements pour les droits de l'Homme. Avant la révolution de 2011, la société civile n'existait pas et les organisations non gouvernementales étaient illégales. Ces organisations font aujourd'hui un travail de documentation des violations des droits de l'Homme. Des organisations ont établi des recommandations pour des réformes législatives afin que la loi sur les manifestations et les réunions publiques se conforme aux réglementations internationales⁹.

Le Conseil national libyen des libertés civiles et des droits de l'Homme (NCCLHR) est une institution indépendante créée¹⁰ pour promouvoir les droits de l'Homme en Libye et documenter les violations, mais qui manque encore de capacités et de moyens.

9 Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), 3 décembre 2012, <http://www.cihrs.org/?p=5178&lang=en>. REMDH, première partie de l'Etude régionale sur la Liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne : Cadre législatif, 2013, http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/11/FOA2013_FR_LIBYE1.pdf

10 Il a été établi par le Conseil National de Transition (CNT) le 28 Novembre 2011 selon la Loi n ° 5 mais n'a commencé à travailler que depuis 2013. Son mandat est établi en conformité avec les Principes de Paris. Voir NCCLHR, *Strategic Plan of the National Council for Civil Liberties and Human Rights*, 19 décembre 2014, http://9bri.com/wp-content/uploads/2014/01/20141219-NCCLHR-Strategic-Plan-English_FINAL.pdf

Recommandations

1. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sans discrimination basée sur les opinions, origines, sexe, religion etc. ;
2. Mettre la législation sur les réunions publiques et manifestations en conformité avec le droit international, et les engagements pris par la Libye ; inscrire dans la loi la responsabilité de l'Etat dans le maintien de la sécurité publique et de la protection de citoyens (voir première partie de l'Etude) ;
3. S'assurer que la procédure de déclaration prévue par la loi est transparente, accessible et peu onéreuse, et que les autorités administratives se conforment à la loi dans sa mise en œuvre ;
4. S'assurer que les restrictions appliquées le sont en conformité avec la loi, respectent les principes de nécessité et proportionnalité et sont communiquées par écrit aux organisateurs dans un délai permettant un recours devant un tribunal avant la date prévue pour l'événement ;
5. S'assurer que les autorités sont toujours ouvertes au dialogue avec les organisateurs (avant et pendant les rassemblements), et lorsque ce dialogue a lieu, que son objectif est bien d'améliorer la facilitation du droit de réunion pacifique ;
6. Mettre fin aux arrestations arbitraires lors de manifestations pacifiques ;
7. S'assurer que la protection des manifestants sur le terrain est assurée par l'Etat en conformité avec ses obligations internationales et non par des milices ou acteurs non-étatiques ; protéger les manifestants pacifiques en toutes circonstances contre des tierces parties qui tenteraient d'interférer avec leur droit de manifester pacifiquement ; en particulier garantir que les femmes peuvent effectivement jouir de leur droit de réunion sans craindre d'intimidation, harcèlement ou violences menaçant leur sécurité et leur intégrité ;
8. Garantir la sécurité et faciliter l'accès des journalistes aux rassemblements pacifiques ;
9. Réformer le secteur de la sécurité en Libye: définir une chaîne de responsabilités claire, mettre sous contrôle les différentes forces de sécurité, et améliorer leur formation ; dissoudre les forces parallèles et milices ;
10. Adopter des règles claires, détaillées et contraignantes pour l'usage de la force contre les manifestants, en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ; former les forces de l'ordre à l'utilisation de la force et des armes anti-émeutes en conséquence ;
11. S'assurer que tout usage de la force par les forces de l'ordre suit les principes du dernier recours, de la nécessité, gradualité et proportionnalité ; s'assurer que le recours à la force létale n'est utilisé qu'en dernier ressort pour se protéger contre une menace imminente mettant en danger des vies humaines ;
12. Diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles dépassements ou violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ; punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition ; à cette fin, mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'enquête sur les actions des forces de sécurité.